

NOTE DE SERVICE

À : Tous les Fellows, affiliés, associés et correspondants de l'Institut canadien des actuaires

De : Sharon Giffen, présidente

Date : Le 3 mai 2018

Objet : **Avis aux membres – Modifications proposées aux Statuts administratifs en ce qui concerne la phase 1 de l'examen sur la gouvernance – Poste d'administrateur réservé à l'intention d'un nouveau FICA**

Document 218055

Introduction

À la suite de deux années d'examen et de consultations auprès des membres de l'ICA et de parties intéressées, le Conseil d'administration a maintenant pris connaissance des commentaires reçus et a adopté la version définitive des modifications proposées aux Statuts administratifs relativement à la phase 1 des changements proposés au modèle et aux pratiques de gouvernance de l'ICA.

La phase 1 comprend six ensembles de modifications proposées aux Statuts administratifs, chacune liée à un élément distinct des Statuts. Entrez en session dans le site des membres pour consulter les [six ensembles de modifications proposées](#).

Les documents ci-joints fournissent les détails concernant les modifications relatives à un poste d'administrateur réservé à l'intention d'un nouveau FICA qui doivent être entérinées par les membres, de même que l'information dont vous aurez besoin afin d'exprimer votre suffrage sur les modifications proposées avant la tenue de l'Assemblée annuelle de l'ICA en juin 2018 à Toronto.

Modifications proposées

L'annexe F renferme les modifications proposées à la section 11 des Statuts administratifs. Les modifications permettent de réserver un poste d'administrateur à l'intention d'un FICA qui compte au plus sept années à titre de Fellow.

Le Conseil d'administration est généralement composé de membres chevronnés de la profession. Cette situation peut donner lieu à une déconnexion ou à un désengagement des membres plus jeunes/récents qui pourraient avoir d'autres idées quant aux meilleures façons de servir les intérêts de la profession et de ses membres. Cette mesure vise à s'assurer que ce point de vue est représenté lors des discussions du Conseil d'administration.

Contexte

En janvier 2016, le Conseil d'administration a entrepris la révision du modèle et des pratiques de gouvernance de l'ICA en visant les objectifs suivants :

- Accroître, dans l'ensemble, l'efficacité et l'efficience des diverses directions, commissions, etc., en éliminant les chevauchements de responsabilités (en réduisant possiblement le nombre de commissions) et en clarifiant les attributions et les responsabilités;
- Optimiser la structure organisationnelle afin de favoriser une pensée plus stratégique et plus prospective;
- Bonifier l'expérience des bénévoles afin d'accroître l'engagement;
- Trouver des moyens de déléguer davantage de responsabilités au directeur général et au personnel du siège social en ce qui a trait à certaines fonctions dans le cadre de leurs domaines d'expertise.

Le Conseil d'administration a retenu les services d'un expert-conseil indépendant en matière de gouvernance. Il a présenté plusieurs recommandations au Conseil d'administration.

On avait également demandé à l'expert-conseil de donner des indications quant aux autres pratiques exemplaires recommandées en matière de gouvernance au sein d'une association.

L'expert-conseil a pris connaissance des documents constitutifs de l'ICA et il a tenu des entretiens avec plusieurs dirigeants bénévoles et membres du personnel. Il a présenté au Conseil d'administration plusieurs recommandations concernant les pratiques exemplaires ainsi que les moyens de bonifier et de renforcer la gouvernance de l'ICA ainsi que l'exercice de ses responsabilités fiduciaires et opérationnelles. Les principales recommandations adoptées par le Conseil d'administration sont les suivantes :

1. Rôles de surveillance « réglementaire » indépendante :

- a. Regrouper toutes les directions et commissions ayant des fonctions « réglementaires » dans un Conseil de surveillance des normes actuarielles (CSNA) de prochaine génération;
- b. Renforcer l'influence à long terme/indirecte exercée par l'ICA sur le CSNA de manière analogue à ce que permet la structure d'autres professions réglementées.

2. Structure

- a. Préciser et documenter de façon plus exhaustive les fonctions et responsabilités des acteurs et des organes clés (mandats);
- b. Réduire le nombre de directions et de commissions afin d'en faciliter la gestion en entreprenant (en poursuivant) l'examen de celles-ci;
- c. Réduire la taille du Conseil d'administration au fil du temps.

3. Efficacité et efficience des processus

- a. Mettre en place des processus plus efficaces de manière à améliorer la gestion/surveillance des travaux de l'ICA;
- b. Adopter une formule plus efficace pour la tenue des réunions du Conseil d'administration;
- c. Déléguer davantage de travail au personnel du siège social et de façon plus efficace;

- d. Veiller à faire un usage efficace des efforts du personnel du siège social et des bénévoles dans l'exécution des travaux de l'ICA.

4. Amélioration continue

L'amélioration de la gouvernance de l'ICA devrait constituer une initiative permanente plutôt qu'une initiative stratégique menée tous les cinq à 10 ans.

On a confié à un groupe de travail le mandat de concevoir des idées de départ aux fins de la restructuration de la structure organisationnelle de l'ICA. En se fondant sur la prémisse selon laquelle aucune structure n'était en place, le groupe a décidé de prendre un recul et de prendre en considération l'ensemble des travaux effectués par le personnel et les bénévoles.

L'idée de départ consistait à séparer le « travail » du « leadership éclairé » – un concept qui a été maintenu tout au long du processus. L'un des principaux objectifs visait également à favoriser un engagement élevé chez les membres (c.-à-d. la production de travaux importants), et de veiller à ce que les travaux ne nécessitant pas de compétences actuarielles soient exécutés par des salariés spécialisés dans leur domaine.

Le groupe de travail a élaboré une ébauche de la nouvelle structure organisationnelle potentielle de l'ICA, laquelle a été remaniée et soumise à plusieurs consultations auprès de la Commission sur la gouvernance et du Conseil d'administration au cours de l'année 2016 et en début d'année 2017.

En mai 2017, le groupe de travail a élaboré une version révisée de l'ébauche, qu'il a transmise aux directions de l'ICA, au CSNA et au Conseil des normes actuarielles (CNA) dans le cadre de leurs réunions respectives, de même qu'à plus de 120 dirigeants bénévoles clés à l'occasion de trois webémissions. On a demandé à ces personnes, qui possédaient une bonne expérience de travail dans le cadre de la structure organisationnelle actuelle (ou de l'ancienne structure), de formuler une rétroaction.

Leurs commentaires ont permis à la Commission sur la gouvernance de préciser encore davantage l'ébauche et, en novembre 2017, de recommander au Conseil d'administration de la communiquer aux membres afin d'obtenir leur avis.

Le Conseil d'administration a mené une [consultation portant sur des questions de gouvernance](#) qui ne touchaient pas directement à la structure organisationnelle en décembre 2017 et une [consultation sur les changements proposés à la structure organisationnelle de l'ICA](#) a eu lieu en février 2018.

La Commission sur la gouvernance a pris en compte les commentaires et préparé la version définitive des modifications proposées aux Statuts administratifs pour la phase 1 et une version révisée de la Politique relative aux directions à des fins d'examen par le Conseil d'administration. Ce dernier a approuvé les modifications proposées relativement à la phase 1 à l'occasion de sa réunion du 26 mars 2018.

Les changements relatifs à la création du Conseil de surveillance de la profession actuarielle (CSPA) n'ont PAS été inclus dans la phase 1; ils feront partie de la phase 2 du projet. Les changements proposés dans le cadre de la phase 2 feront l'objet de discussion avec les membres du CSNA et du CNA suite à la mise en œuvre de la phase 1.

Processus

Conformément aux Statuts administratifs de l'ICA, les modifications proposées (annexes E et F) ont été adoptées par le Conseil d'administration et sont maintenant présentées aux membres aux fins de confirmation. Conformément à l'article 10.04 des Statuts administratifs, le Conseil d'administration a également approuvé le vote par procuration qui permettra de voter par voie électronique. La procédure ci-jointe précise la façon dont cela se déroulera.

Les membres sont invités à prendre part à cette discussion en participant à au moins une des activités suivantes :

Discussion—3 mai au 21 juin 2018

Vous trouverez, dans cette trousse, des instructions sur la façon de participer au serveur de liste des modifications. Habituellement une fois par semaine, des représentants désignés répondront aux questions soulevées sur le serveur de liste.

Webémission—Le 14 mai 2018 (webémission distincte en anglais et en français)

Inscrivez-vous à la webémission (anglaise ou française) sur le site Web de l'ICA sous **Perfectionnement professionnel > Webémissions > Webémissions à venir**. Les membres de la direction de l'ICA présenteront un aperçu des modifications et répondront à vos questions.

Veuillez prendre note qu'il n'y aura pas de vote en direct pendant la webémission; vous pouvez prendre connaissance de la procédure concernant le vote par procuration ci-après.

Vote par procuration—Du 23 mai 2018 jusqu'à 15 h (HAE) le 19 juin 2018

Les membres peuvent voter par procuration au sujet des modifications proposées aux Statuts administratifs à compter du 23 mai et ce, jusqu'à 15 h (HAE) le 19 juin. Prenez note que les membres ayant voté par procuration ne pourront voter en personne sur lesdites modifications le 21 juin 2018.

Séance des affaires générales, Assemblée annuelle 2018 de l'ICA—Le 21 juin à Toronto (Ontario)

Les membres peuvent voter en personne le 21 juin à la séance des affaires générales dans le cadre de l'Assemblée annuelle. Les membres admissibles à voter peuvent discuter des modifications proposées aux Statuts administratifs et voter sur celles-ci. Les résultats du vote en personne seront combinés à ceux du vote par procuration.

Date d'entrée en vigueur

Le Conseil d'administration a adopté une motion précisant que les modifications proposées aux Statuts administratifs dont il est question plus haut entreront en vigueur le 1^{er} juillet 2018, si elles sont confirmées par les membres à l'occasion de l'Assemblée annuelle de juin 2018.

Motion à adopter

On demandera (par courriel) aux membres de l'Institut de voter (ceux qui auront choisi de voter par procuration) ou à l'occasion de la séance des affaires générales de l'Assemblée annuelle du 21 juin 2018, afin d'adopter la motion suivante :

Motion : Que la décision prise par le Conseil d'administration le 26 mars 2018 concernant l'adoption du Statut d'amendement no 2018-3 soit confirmée.

Pièces jointes :

- Statut d'amendement n° 2018-3 (Phase 1 de l'examen sur la gouvernance – Poste d'administrateur réservé à l'intention d'un nouveau FICA);
- Annexes E et F (version anglaise et version française) à ce qui précède, indiquant les modifications proposées aux Statuts administratifs.

SG

Statut d'amendement n° 2018-3

Afin d'amender les Statuts administratifs de l'Institut canadien des actuaires (Phase 1 de l'examen sur la gouvernance – Poste d'administrateur réservé à l'intention d'un nouveau FICA)

Attendu qu'en janvier 2016, conformément aux pratiques de bonne gouvernance, le Conseil d'administration a entrepris un examen de son modèle et de ses pratiques de gouvernance;

Attendu qu'en mars 2016, les services d'un expert-conseil indépendant en matière de gouvernance ont été retenus afin d'aider le Conseil d'administration à mener un examen complet du modèle et des pratiques de gouvernance de l'ICA;

Attendu qu'en septembre 2016, l'expert-conseil indépendant en matière de gouvernance a présenté plusieurs recommandations au Conseil d'administration de l'ICA à l'égard des pratiques exemplaires et des façons d'améliorer et de renforcer la gouvernance de l'ICA et de s'acquitter de ses responsabilités fiduciaire et d'exploitation;

Attendu qu'en septembre 2016, le Conseil d'administration a mis sur pied un groupe de travail chargé d'élaborer des idées de départ visant l'amélioration des pratiques de gouvernance de l'ICA et de sa structure organisationnelle, en tenant compte des recommandations de l'expert-conseil en matière de gouvernance;

Attendu qu'en mai 2017, après un examen par la Commission sur la gouvernance et le Conseil d'administration, une version provisoire des changements potentiels à la structure organisationnelle de l'ICA a été diffusée aux directions, au Conseil des normes actuarielles, au Conseil de surveillance des normes actuarielles et à d'autres dirigeants bénévoles clés de l'ICA à des fins de consultation;

Attendu qu'en septembre 2017, le Conseil d'administration a discuté et a fourni ses commentaires concernant les changements potentiels aux pratiques de gouvernance de l'ICA et une version provisoire révisée de la nouvelle structure organisationnelle potentielle de l'ICA;

Attendu qu'en novembre 2017, le Conseil d'administration a passé en revue et a approuvé la diffusion aux membres et à d'autres parties intéressées à des fins de consultation, les changements proposés aux pratiques de gouvernance de l'ICA, de même qu'une version révisée de la nouvelle structure organisationnelle de l'ICA;

Attendu qu'en décembre 2017, les changements proposés aux pratiques de gouvernance de l'ICA ont été diffusés aux membres de l'ICA et à d'autres parties intéressées à des fins de consultation;

Attendu que le Conseil d'administration a reçu copie de la version définitive de la proposition et des amendements proposés à l'égard des versions anglaise et française des Statuts administratifs le ou vers le 23 mars 2018 visant les changements à la structure organisationnelle de l'ICA, y compris l'identification des questions soulevées lors de la période de consultation;

Attendu que le Conseil d'administration estime qu'il est dans l'intérêt des membres et de l'Institut d'adopter les amendements aux Statuts administratifs, tel qu'indiqué dans les documents remis aux membres du Conseil d'administration le ou vers le 23 mars 2018;

En conséquence, il est résolu :

Que les versions anglaise et française des Statuts administratifs de l'Institut soient modifiées, conformément à ce qui est indiqué dans les documents remis aux membres du Conseil d'administration le ou vers le 23 mars 2018 et joints à la présente, soit l'annexe E (anglais) et l'annexe F (français) du statut d'amendement n° 2018-3.

Que les amendements susmentionnés et adoptés par le Conseil d'administration entrent en vigueur le 1^{er} juillet 2018, sous réserve de leur confirmation par les membres le 21 juin 2018 à l'occasion de l'Assemblée annuelle de l'ICA.

Adopté par les membres du Conseil d'administration le 26 mars 2018, et confirmé par les membres de l'Institut à l'occasion de l'Assemblée annuelle de l'ICA le 21 juin 2018.

Présidente

Secrétaire-trésorier

Section 11 Conseil d'administration

Conditions et durée du mandat des membres du Conseil d'administration

- | | |
|---|---|
| Composition | <p>11.01 <u>(1)</u> Le <i>Conseil d'administration</i> comprend :</p> <p>(a) les <i>dirigeants</i> et 12 <i>administrateurs</i>, tous élus ou nommés de la façon stipulée dans cette section; et</p> <p>(b) les présidents des Directions qui ne sont pas déjà élus ou nommés <i>dirigeants</i> ou <i>administrateurs</i> et qui sont membres d'office du <i>Conseil d'administration</i>.</p> <p style="text-align: right;">[Amendé le 1^{er} juillet 2000; Amendé le 1^{er} nov. 2003;
Amendé le 1^{er} juillet 2006; Amendé le 1^{er} janvier 2007;
<u>Amendé le 1^{er} juillet 2018</u>]</p> |
| <u>Composition –
Poste
d'administrateur
réservé</u> | <p><u>(2) Au moins un poste d'administrateur est réservé à un Fellow ayant obtenu sa désignation au cours des sept dernières années.</u></p> <p style="text-align: right;">[Adopté le 1^{er} juillet 2018]</p> |
| Éligibilité | <p>11.02 (1) Pour pouvoir être élue ou nommée membre du <i>Conseil d'administration</i>, une personne doit être <i>Fellow</i> et ne pas avoir reconnu sa culpabilité et accepté une recommandation d'une sanction conformément à l'article 20.05 ou avoir été trouvée coupable d'une <i>infraction</i> par un tribunal disciplinaire ou par un tribunal d'appel au cours des cinq dernières années; cette personne ne doit pas non plus avoir été accusée par la Commission de déontologie conformément à l'article 20.04(1)(c) ou à l'article 20.04(1)(d) pendant la période où elle serait éligible en vue de l'élection. [Amendé le 20 nov. 1998; Amendé le 1^{er} juillet 2000;
Amendé le 1^{er} juin 2012]</p> |
| Idem | <p>(2) Nul <i>administrateur</i>, dont le mandat n'est pas expiré, n'est éligible au même poste. Nul président n'est éligible au même poste pour un deuxième mandat, ni à tout autre poste. Nul secrétaire-trésorier, dont le deuxième mandat n'est pas expiré, n'est éligible au même poste. [Adopté le 1^{er} juillet 2000]</p> |

- Durée du mandat **11.03** À moins que le poste ne soit libéré plus tôt :
- (a) le président, le président désigné et le président sortant occupent leur poste pendant une *année-conseil*;
 - (b) le secrétaire-trésorier occupe son poste pendant deux *années-conseil*; et
 - (c) chaque *administrateur* occupe son poste pendant trois *années-conseil*.
- [Amendé le 20 nov. 1998; Amendé le 1^{er} juillet 2000; Amendé le 1^{er} juillet 2001]**

Élection des membres du Conseil d'administration

- Habilité à voter **11.04** Tous les membres votants sont habilités à voter lors de l'élection des membres du Conseil d'administration. Le vote par procuration n'est pas permis.
- [Amendé le 1^{er} juillet 2000; Amendé le 1^{er} juin 2012]**

- Poser sa candidature **11.04.1** Tous les *Fellows* qui
- (a) sont éligibles en vue de l'élection en vertu de l'article 11.02, et
 - (b) satisfont aux exigences de mise en candidature décrites dans les Règles de procédure pour les élections établies par la Commission des élections en vertu de l'article 11.05(1),
- peuvent poser leur candidature en vue d'être élu au *Conseil d'administration*. **[Adopté le 1^{er} juillet 2007; Amendé le 1^{er} juin 2012]**

- Commission des élections **11.05** (1) À chaque *année-conseil*, le *Conseil d'administration* constitue, au moins 18 semaines avant l'*assemblée générale* annuelle, une Commission des élections composée d'au moins huit *Fellows* représentant divers domaines de pratique, régions et niveaux d'expérience, qui a les fonctions suivantes :
- (a) au moins 12 semaines avant l'*assemblée générale* annuelle à compter de laquelle cette élection est applicable, adopter des Règles de procédure pour les élections, qui ne sont pas incompatibles avec les présents *statuts administratifs*, pour la conduite des élections;
 - (b) identifier et inciter les candidats qualifiés à poser leur candidature, conformément aux Règles de procédure pour les élections;
 - (c) préparer une liste de candidats conformément à

l'article 11.04.1, pour l'élection aux postes de président désigné, de secrétaire-trésorier et d'*administrateur*, selon le besoin, conformément aux exigences énoncées à l'article 11.01;

- (d) faire en sorte qu'un bulletin de vote comprenant la liste de candidats soit mis à la disposition de chaque *membre votant* au moins cinq semaines avant l'*assemblée générale* annuelle à compter de laquelle cette élection est applicable, conformément aux Règles de procédure pour les élections;
- (e) une fois le dépouillement du scrutin complété, communiquer avec les candidats pour leur annoncer le résultat du vote;
- (f) suite à la tenue du vote, préparer, à l'intention du *Conseil d'administration*, un rapport pouvant comprendre des recommandations visant à améliorer le processus électoral pour l'avenir; et
- (g) les autres fonctions que peut prescrire le *Conseil d'administration*, de temps à autre.

**[Amendé le 23 juillet 1997; Amendé le 1^{er} juillet 2000;
Amendé le 1^{er} juillet 2001; Amendé le 1^{er} nov. 2003;
Amendé le 1^{er} juillet 2007; Amendé le 1^{er} juin 2012;
Amendé le 1^{er} juillet 2018]**

Idem	(2) Ni le président du groupe de candidats à des tribunaux, ni le vice-président de ce groupe de candidats, ni les membres du <i>Conseil d'administration</i> , ni les <i>Fellows</i> dont le nom apparaît sur le bulletin de vote ne peuvent siéger comme membres de la Commission des élections. [Adopté le 1^{er} nov. 2003; Amendé le 1^{er} juillet 2007; Amendé le 1^{er} juin 2012]
Premier scrutin	11.06 (1) [Note : abrogé le 1^{er} juillet 2007] [Amendé le 1^{er} juillet 2000; Amendé le 1^{er} juillet 2001]
Contenu du premier bulletin de vote	(2) [Note : abrogé le 1^{er} juillet 2007] [Amendé le 1^{er} juillet 2000; Amendé le 1^{er} juillet 2001; Amendé le 1^{er} nov. 2003]
Transmission aux <i>membres</i>	11.07 [Note : abrogé le 1^{er} juillet 2007] [Amendé le 1^{er} juillet 2000; Amendé le 1^{er} nov. 2003]
Dépouillement des votes au premier scrutin	11.08 (1) [Note : abrogé le 1^{er} juillet 2007] [Amendé le 1^{er} juillet 2000; Amendé le 1^{er} juillet 2001; Amendé le 1^{er} nov. 2003]

Idem	(2) [Note : abrogé le 1^{er} juillet 2007] [Adopté le 1 ^{er} nov. 2003]
Contenu du deuxième bulletin de vote	11.09 [Note : abrogé le 1^{er} juillet 2007] [Amendé le 1 ^{er} juillet 2000; Amendé le 1 ^{er} juillet 2001; Amendé le 1 ^{er} nov. 2003]
Transmission aux <i>membres</i>	11.10 [Note : abrogé le 1^{er} juillet 2007] [Amendé le 1 ^{er} juillet 2001; Amendé le 1 ^{er} nov. 2003]
Délais	11.11 [Note : abrogé le 1^{er} juillet 2007] [Amendé le 1 ^{er} nov. 2003]
Si élection non complétée	11.12 Si, pour quelque raison que ce soit, une élection ne peut être complétée avant l' <i>assemblée générale</i> annuelle, le président désigné occupe le poste de président à compter de la clôture de cette assemblée, le président sortant se démet de son poste et est remplacé par le président qui termine son mandat, et tous les administrateurs et tous les autres dirigeants conservent leur poste jusqu'à ce que l'élection soit complétée. [Amendé le 1 ^{er} juillet 2000; Amendé le 1 ^{er} juillet 2001; Amendé le 1 ^{er} juillet 2007]
Déclaration des candidats élus	11.13 Après le dépouillement du scrutin, la Commission des élections déclare élus les candidats qui ont reçu le plus grand nombre de voix conformément aux Règles de procédure pour les élections. Si un <i>administrateur</i> dont le mandat n'est pas expiré est élu à un poste de <i>dirigeant</i> , la Commission des élections déclare élus aux postes ainsi libérés parmi les <i>administrateurs</i> , et pour la durée du mandat non expiré, le candidat au poste d' <i>administrateur</i> , ayant obtenu le plus grand nombre de voix après le vainqueur. [Amendé le 1 ^{er} juillet 2000; Amendé le 1 ^{er} juillet 2001; Amendé le 1 ^{er} juillet 2007]

Irrégularités dans l'élection **11.14** Si une requête, signée par au moins cinq *membres votants*, affirmant qu'il y a eu des irrégularités dans le processus électoral est communiquée au président du groupe de candidats à des tribunaux dans les sept jours suivant la clôture de l'*assemblée générale* annuelle, ce président constitue une commission, désignée sous le nom de Commission d'arbitrage, composée d'au moins cinq et d'au plus neuf *membres votants* (dont aucun ne siège à la Commission des élections), et ayant le pouvoir de prendre une décision concernant toute irrégularité qui pourrait être découverte. La décision de la Commission d'arbitrage est finale et sans appel.

[Amendé le 20 nov. 1998; Amendé le 1^{er} juillet 2000;
Amendé le 1^{er} juin 2012]

Postes vacants

Cessation d'un mandat **11.15** (1) Le mandat d'un membre du *Conseil d'administration* se termine *ipso facto* (à moins qu'il ne soit déjà terminé) si le membre :

- (a) cesse d'être *Fellow*;
- (b) avise l'*Institut* par écrit qu'il démissionne de son poste; ou
- (c) reconnaît sa culpabilité et accepte la recommandation d'une sanction conformément à l'article 20.05, est trouvé coupable d'une *infraction* par un tribunal disciplinaire et aucun avis d'appel n'a été déposé dans les délais prescrits pour le dépôt d'un avis d'appel, ou est trouvé coupable d'une *infraction* par un tribunal d'appel.

[Amendé le 20 nov. 1998; Amendé le 1^{er} juillet 2000;
Amendé le 1^{er} juillet 2001; Amendé le 1^{er} juin 2012]

Destitution des fonctions (1.1) Le *Conseil d'administration* peut déclarer, par un vote d'au moins 75 % de tous les membres de celui-ci, lors d'une réunion convoquée à cet effet, et suite à la mise en œuvre du processus établi par le *Conseil d'administration*, que le mandat d'un membre du *Conseil d'administration* doit se terminer

- (a) en raison de l'inaptitude ou d'un manquement au devoir de ce membre;
- (b) en raison de la constatation que ce membre est susceptible de nuire à la réputation de l'*Institut* ou de la profession; ou
- (c) pour tout motif que le *Conseil d'administration*, à sa discrétion, peut juger valable. [Adopté le 1^{er} juillet 2012]

- Fin d'un mandat (2) Le mandat d'un membre du *Conseil d'administration* peut aussi se terminer sur une résolution adoptée lors d'une *assemblée générale*, si un avis de cette résolution a été donné aux *membres votants* au moins 14 jours avant l'assemblée.
[Amendé le 1^{er} juillet 2000; Amendé le 1^{er} juin 2012]
- Ne peut participer (3) Un membre du Conseil d'administration ayant été accusé par la Commission de déontologie conformément à l'article 20.04(1)(c) ou à l'article 20.04(1)(d) ne peut participer aux activités du *Conseil d'administration* tant qu'il n'y a pas eu rejet de l'accusation par un tribunal disciplinaire et qu'aucun avis d'appel n'ait été déposé dans les délais prescrits pour le dépôt d'un avis d'appel, ou rejet de l'accusation par un tribunal d'appel. [Adopté le 20 nov. 1998; Amendé le 1^{er} juillet 2000; Amendé le 1^{er} juillet 2001]
- Comblé un poste vacant **11.16** (1) Pourvu que les membres du *Conseil d'administration* toujours en fonction constituent un quorum, toute vacance survenant parmi les membres du *Conseil d'administration*, autre que celle due à l'expiration d'un mandat ou à l'élection d'un *administrateur* à un poste de *dirigeant*, est comblée comme suit :
- (a) celle du président : par le président désigné jusqu'à l'expiration du mandat présidentiel courant, et pour un mandat subséquent;
 - (b) celle du président désigné : par élection lors de la prochaine élection générale; un président et un président désigné seront alors élus conformément aux règles de procédure qui seront déterminées par la Commission des élections;
 - (c) celles du président et du président désigné : par nomination par le *Conseil d'administration* de l'un des membres de celui-ci au poste de président et par élection d'un *Fellow*, tel que prévu à l'article 11.16(1)(b), au poste de président désigné;
 - (d) celle du président sortant : par nomination par le *Conseil d'administration* parmi les autres anciens présidents qui sont considérés aptes à remplir ce poste;
 - (e) celle du secrétaire-trésorier : par nomination par le *Conseil d'administration* parmi les *Fellows* qui sont considérés aptes à remplir ce poste; et

- (f) celle de tout *administrateur* : par nomination par le *Conseil d'administration* parmi les *Fellows* qui sont considérés aptes à remplir ce poste.
[Amendé le 1^{er} juillet 2000; Amendé le 1^{er} juillet 2001; Amendé le 1^{er} juin 2012]
- Demeurer en fonction (2) Dans les cas de (c), (d) et de (f) ci-dessus, le *Fellow* nommé ou élu pour combler un poste vacant demeurera en fonction jusqu'à l'expiration du mandat non complété. Dans le cas de (e) ci-dessus, le *Fellow* nommé ou élu pour combler le poste vacant demeurera en fonction jusqu'aux prochaines élections. Nonobstant l'article 11.02(2), le *Fellow* nommé pour combler le poste vacant est éligible au même poste après l'expiration du mandat de ce poste vacant ainsi comblé.
[Amendé le 1^{er} juillet 2000; Amendé le 1^{er} nov. 2003; Amendé le 1^{er} juin 2012]
- Comblé un poste vacant (3) Toute vacance parmi les membres du *Conseil d'administration* due à l'expiration d'un mandat est comblée comme suit :
- (a) celle du président : par le président désigné;
 - (b) celle du président sortant : par le président qui termine son mandat; et
 - (c) celle de tout autre membre du *Conseil d'administration* : par élection par les *membres votants* conformément à la présente section.
[Amendé le 20 nov. 1998; Amendé le 1^{er} juillet 2000; Amendé le 1^{er} juillet 2001; Amendé le 1^{er} juin 2012]

Section 24

Dispositions transitoires

- Décisions** **24.01** Toute décision ou mesure prise, incluant toute résolution, nomination, décision, approbation ou ordonnance, en vertu des *statuts administratifs* tels qu'ils se lisaient le ou avant le 30 juin 2000, demeure en vigueur en vertu des présents *statuts administratifs*, et est par surcroît acceptée et réputée avoir été rendue conformément aux présents *statuts administratifs*. **[Adopté le 1^{er} juillet 2000]**
- Membre du Conseil / Conseil d'administration** **24.02** Nonobstant l'article 11.01, toute personne qui était un membre de l'*ancien Conseil* le 30 juin 2000, en vertu des *statuts administratifs* tels qu'ils se lisaient le ou avant le 30 juin 2000, continue d'exercer ses fonctions à titre de membre du *Conseil d'administration* en vertu des présents *statuts administratifs*. En conséquence, on s'attend à ce que le *Conseil d'administration*, entre le 1^{er} juillet 2000 et la fin de l'*assemblée générale* annuelle de 2001, comprenne 17 *administrateurs* et quatre *dirigeants*. Nonobstant l'article 11.01 et conformément aux articles 24.07 et 24.08, on s'attend à ce que le *Conseil d'administration* comprenne 15 *administrateurs* et quatre *dirigeants* entre la fin de l'*assemblée générale* annuelle de 2001 et la fin de l'*assemblée générale* annuelle de 2002. Conformément à l'article 11.01, on s'attend à ce qu'à compter de la fin de l'*assemblée générale* annuelle de 2002 le *Conseil d'administration* comprenne 12 *administrateurs* et quatre *dirigeants*. Toutes ces personnes ont les pouvoirs et exercent toutes les fonctions des membres du *Conseil d'administration* en vertu des présents *statuts administratifs*. **[Adopté le 1^{er} juillet 2000]**
- Président** **24.03** La personne qui assumait la fonction de président le 30 juin 2000, en vertu des *statuts administratifs* tels qu'ils se lisaient le ou avant le 30 juin 2000, occupe le poste de président en vertu des présents *statuts administratifs*. Nonobstant toute disposition des présents *statuts administratifs*, le mandat de cette personne à titre de président expire à compter de la fin de l'*assemblée générale* annuelle de 2001. **[Adopté le 1^{er} juillet 2000]**

Président désigné / Vice-président	<p>24.04 La personne qui assumait la fonction de président désigné le 30 juin 2000, en vertu des <i>statuts administratifs</i> tels qu'ils se lisaient le ou avant le 30 juin 2000, occupe le poste de vice-président en vertu des <i>statuts administratifs</i> en vigueur à compter du 1^{er} juillet 2000. Nonobstant toute disposition des <i>statuts administratifs</i> en vigueur à compter du 1^{er} juillet 2000, cette personne occupe le poste de président à compter de la fin de l'<i>assemblée générale</i> annuelle de 2001. [Adopté le 1^{er} juillet 2000; Amendé le 1^{er} juillet 2001]</p>
Vice-président / Président désigné	<p>24.04.1 La personne qui assumait la fonction de vice-président le 30 juin 2001, en vertu des <i>statuts administratifs</i> tels qu'ils se lisaient le ou avant le 30 juin 2001, occupe le poste de président désigné en vertu des présents <i>statuts administratifs</i>. Nonobstant toute disposition des présents <i>statuts administratifs</i>, cette personne occupera le poste de président à compter de la fin de l'<i>assemblée générale</i> annuelle de 2002. [Adopté le 1^{er} juillet 2001]</p>
Président sortant	<p>24.05 La personne qui assumait la fonction de président sortant le 30 juin 2000, en vertu des <i>statuts administratifs</i> tels qu'ils se lisaient le ou avant le 30 juin 2000, occupe le poste de président sortant en vertu des présents <i>statuts administratifs</i>. Nonobstant toute disposition des présents <i>statuts administratifs</i>, le mandat de cette personne à titre de président sortant expire à compter de la fin de l'<i>assemblée générale</i> annuelle de 2001. [Adopté le 1^{er} juillet 2000]</p>
Secrétaire-trésorier	<p>24.06 La personne qui était le vice-président qui assumait les fonctions de secrétaire et les fonctions de trésorier le 30 juin 2000, en vertu des <i>statuts administratifs</i> tels qu'ils se lisaient le ou avant le 30 juin 2000, occupe le poste de secrétaire-trésorier en vertu des présents <i>statuts administratifs</i>. Nonobstant toute disposition des présents <i>statuts administratifs</i>, le mandat de cette personne à titre de secrétaire-trésorier expire à compter de la fin de l'<i>assemblée générale</i> annuelle de 2001. [Adopté le 1^{er} juillet 2000]</p>

- Vice-président /
administrateur **24.07** Nonobstant l'article 11.01, toute personne qui assumait les fonctions de vice-président, autre que le vice-président qui assumait les fonctions de secrétaire et de trésorier, le 30 juin 2000, en vertu des *statuts administratifs* tels qu'ils se lisaient le ou avant le 30 juin 2000, occupe le poste d'*administrateur* en vertu des présents *statuts administratifs*. En plus des pouvoirs et fonctions d'*administrateur*, ces personnes ont des fonctions et des pouvoirs additionnels qui peuvent leur être attribués par le *Conseil d'administration* ou le président. Nonobstant toute disposition des présents *statuts administratifs*, le mandat de chacune de ces personnes est de deux *années-conseil* et sera calculé à compter de la date à laquelle chacune d'elles occupe le poste de vice-président. Nonobstant toute disposition des présents *statuts administratifs*, toute vacance survenant parmi ces postes, due à l'expiration du mandat ou pour toute autre raison, ne sera pas comblée.
[Adopté le 1^{er} juillet 2000]
- Conseiller / administrateur* **24.08** Toute personne qui était un *conseiller* le 30 juin 2000, en vertu des *statuts administratifs* tels qu'ils se lisaient le ou avant le 30 juin 2000, occupe le poste d'*administrateur* en vertu des présents *statuts administratifs*. Nonobstant toute disposition des présents *statuts administratifs*, le mandat de chacune de ces personnes est de trois *années-conseil* et sera calculé à compter de la date à laquelle chacune d'elles occupe le poste de *conseiller*. Nonobstant toute disposition des présents *statuts administratifs*, on s'attend à ce que quatre nouveaux *administrateurs* occupent ces postes à compter de la fin de l'*assemblée générale* annuelle de 2001, et que quatre nouveaux *administrateurs* occupent ces postes à compter de la fin de l'*assemblée générale* de 2002.
[Adopté le 1^{er} juillet 2000]
- Étudiant / associé* **24.09** Nonobstant toute disposition des présents *statuts administratifs*, toute personne qui était inscrite à l'*Institut* à titre d'*étudiant* le 30 juin 2001, en vertu des *statuts administratifs* tels qu'ils se lisaient le ou avant le 30 juin 2001, continue d'être inscrite à l'*Institut* à titre d'*associé* à compter du 1^{er} juillet 2001 en vertu des présents *statuts administratifs*.
[Adopté le 1^{er} juillet 2001]

- Décisions **24.10** Toute décision ou mesure prise, incluant toute résolution, nomination, décision, approbation ou ordonnance, en vertu des *statuts administratifs* tels qu'ils se lisaient le ou avant le 30 juin 2006, demeure en vigueur en vertu des présents *statuts administratifs*, et est par surcroît acceptée et réputée avoir été rendue conformément aux présents *statuts administratifs*. **[Adopté le 1^{er} juillet 2006]**
- Décisions **24.11** Toute décision ou mesure prise, incluant toute résolution, nomination, décision, approbation ou ordonnance, en vertu des *statuts administratifs* tels qu'ils se lisaient le ou avant le 31 décembre 2006, demeure en vigueur en vertu des présents *statuts administratifs*, et est par surcroît acceptée et réputée avoir été rendue conformément aux présents *statuts administratifs*. **[Adopté le 1^{er} janvier 2007]**
- Décisions **24.12** Toute décision ou mesure prise, incluant toute résolution, nomination, décision, approbation ou ordonnance, en vertu des *statuts administratifs* tels qu'ils se lisaient le ou avant le 30 juin 2007, demeure en vigueur en vertu des présents *statuts administratifs*, et est par surcroît acceptée et réputée avoir été rendue conformément aux présents *statuts administratifs*. **[Adopté le 1^{er} juillet 2007]**
- Décisions **24.13** Toute décision ou mesure prise, incluant toute résolution, nomination, décision, approbation ou ordonnance, en vertu des *statuts administratifs* tels qu'ils se lisaient le ou avant le 31 mai 2012, demeure en vigueur en vertu des présents *statuts administratifs*, et est par surcroît acceptée et réputée avoir été rendue conformément aux présents *statuts administratifs*. **[Adopté le 1^{er} juin 2012]**
- Associé **24.14** Nonobstant toute disposition des présents *statuts administratifs*, toute personne qui était inscrite à l'*Institut* à titre d'*associé* le 31 mai 2012, en vertu des *statuts administratifs* tels qu'ils se lisaient le ou avant le 31 mai 2012, ne continue pas automatiquement d'être inscrite à l'*Institut* à titre d'*associé* à compter du 1^{er} juin 2012 en vertu des présents *statuts administratifs*. **[Adopté le 1^{er} juin 2012]**

- Décisions **24.15** Toute décision ou mesure prise, incluant toute résolution, nomination, décision, approbation ou ordonnance, en vertu des *statuts administratifs* tels qu'ils se lisaient le ou avant le 30 juin 2014, demeure en vigueur en vertu des présents *statuts administratifs*, et est par surcroît acceptée et réputée avoir été rendue conformément aux présents *statuts administratifs*. **[Adopté le 1^{er} juillet 2014]**
- Décisions **24.16** Toute décision ou mesure prise, incluant toute résolution, nomination, décision, approbation ou ordonnance, en vertu des *statuts administratifs* tels qu'ils se lisaient le ou avant le 31 août 2016, demeure en vigueur en vertu des présents *statuts administratifs*, et est par surcroît acceptée et réputée avoir été rendue conformément aux présents *statuts administratifs*. **[Adopté le 1^{er} septembre 2016]**
- Décisions **24.17** Toute décision ou mesure prise, incluant toute résolution, nomination, décision, approbation ou ordonnance, en vertu des *statuts administratifs* tels qu'ils se lisaient le ou avant le 30 juin 2018, demeure en vigueur en vertu des présents *statuts administratifs*, et est par surcroît acceptée et réputée avoir été rendue conformément aux présents *statuts administratifs*. **[Adopté le 1^{er} juillet 2018]**